

## Une critique de l'autorité politique 1. Problématique

Partons d'une question naïve : pourquoi une puissance ou un pouvoir ne se contente-t-il pas de s'exercer purement et simplement ? Pourquoi s'adjoint-il *quasi* nécessairement des formes de justification ou de légitimation ? Nous aurions du mal à trouver dans l'Histoire, ou même à penser, une force, une puissance, un pouvoir qui s'exercerait au détriment d'une autre force ou puissance sans affirmer en même temps, d'une manière ou d'une autre, qu'elle a le droit de le faire.

Même la violence d'un pouvoir autocratique qui possède une supériorité « physique » décisive s'accompagne de discours de justification, de légitimation, c'est-à-dire de discours qui affirment que cet usage de la force n'est pas « brut », gratuit, arbitraire mais s'appuie sur des **raisons** qui le fondent, le rendent juste, voire nécessaire. Ces discours peuvent être de tout type : scientifiques (par exemple des théories sur l'inégalité des races justifiant asservissement ou extermination), juridiques en jouant sur le formalisme du droit, géopolitiques (« l'espace vital »), sociologiques (en termes de concurrence entre groupes sociaux par exemple). Ainsi en a-t-il été même de la violence nazie...

Posons donc que la question de l'autorité politique est d'abord celle des rapports entre le **fait** et le **droit**. Au simple fait de la force qui se passe de discours (l'un l'emporte effectivement sur l'autre), s'ajouterait toujours une revendication de droit : « j'ai le droit de te commander ». Or, les choses se compliquent immédiatement parce qu'on ne comprend pas facilement la nécessité ou l'utilité de cet ajout. Si je suis le plus fort, à quoi peut bien servir de dire *en plus* que j'en ai le droit ? Et si je suis le plus faible, en quoi la dénonciation de ce fait comme une injustice peut-il changer quoi que ce soit ? La parole de l'esclave ne pourra pas briser ses chaînes. Du vent contre du fer. Mais alors, nous serions donc dans le règne sans partage de la force brute ? Le plus fort gagne et c'est tout, il n'a pas besoin de se justifier et je ne peux pas

argumenter contre le fait de sa victoire. Le problème se boucle sur lui-même en paradoxe. Car si tel était le cas, on ne pourrait rendre raison de l'universalité des discours de justification du pouvoir qui eux aussi sont de l'ordre du fait.

Ceci nous donne une hypothèse de départ. Un pouvoir, une force ou une puissance cherche toujours à justifier son exercice par des discours parce que cette justification contribue à ce qu'elle l'emporte effectivement. Ces discours sont donc comme des « armes », bien particulières, dans un combat ou un rapport de force. Le plus fort à un moment donné cherche à convaincre qu'il est dans son droit, le plus « faible » cherche à démontrer que le plus fort n'est pas dans son droit. L'autorité est donc un champ de bataille où s'affrontent des discours cherchant précisément à conquérir cette position d'autorité, c'est-à-dire l'autorisation d'exercer sa puissance par celui sur lequel elle s'exerce.

*(à suivre)*